



Fusion des services, Suppressions d'emplois = Usagers Victimes ***Les agents des impôts et du Trésor s'y opposent*** ***et veulent un Service Public de qualité***

La vocation du Service Public est de répondre aux besoins sociaux des populations et d'assurer un traitement égalitaire de tous sur le territoire, ainsi que l'accès à des besoins essentiels (éducation, santé, poste, transport...)

La fiscalité constitue un moyen essentiel de son financement, encore faut-il qu'elle soit juste et n'épargne pas les plus fortunés.

Nous constatons que les suppressions massives d'emplois affaiblissent profondément le service aux usagers.

Depuis 2002, dans notre administration, ce sont plus de 16000 emplois et plus de 1000 trésoreries qui ont déjà disparu...

Dans le même temps, nous constatons l'injustice de la politique fiscale du gouvernement qui multiplie les cadeaux fiscaux aux plus privilégiés : bouclier fiscal, baisse des impôts des catégories les plus élevées, TVA à 5.5% sans impact sur les prix dans la restauration, suppression de la taxe professionnelle pour les entreprises et augmentation des impôts locaux pour les particuliers.

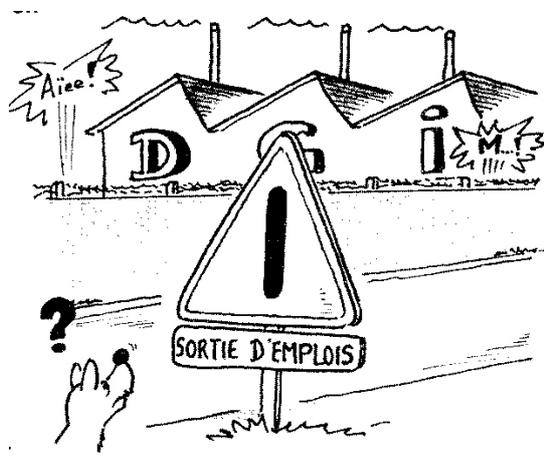
Dans notre administration, ce sont cette année 2500 nouvelles suppressions d'emplois dont 64 pour le Val de Marne.

Cela ne peut qu'aggraver la situation du chômage, déjà problématique en supprimant des emplois publics accessibles aux jeunes en recherche d'emploi.

Cela aura aussi pour conséquences concrètes :

- **d'affaiblir le contrôle fiscal** sans moyens suffisants et efficaces pour lutter contre la fraude : ce qui n'est pas payé par les fraudeurs l'est et le sera par les contribuables qui jouent le jeu de la citoyenneté.
- **D'affaiblir la proximité pour les usagers** : suppressions de trésoreries, créations de pôles spécialisés, regroupant plusieurs communes sur une seule,cela rend le service public moins accessible pour les usagers et augmente les déplacements pour y accéder !
- **D'affaiblir la mission d'accueil** avec toujours plus d'attente pour les usagers et la détérioration du service rendu.
- **D'affaiblir notre rôle de soutien aux collectivités locales** et de travail de qualité sur les bases des impôts locaux. Pourtant, les enjeux sont énormes sur ces questions et avec la réforme des collectivités locales et la suppression de la taxe professionnelle, le risque est grand de voir encore augmenter l'imposition des seuls particuliers.
- **D'affaiblir les conditions de travail** : faire toujours plus avec moins d'effectifs ce qui compromet de plus en plus la qualité du travail et le service rendu aux usagers.

DEFENDRE L'EMPLOI PUBLIC, C'EST BIEN DEMANDER **UN SERVICE PUBLIC DE QUALITE POUR LES POPULATIONS**



L'année 2010 est une fois de plus une année noire pour la fonction publique en terme de suppressions d'emplois :

N.SARKOZY supprime 34.000 emplois de fonctionnaires
E.WOERTH supprime 2.619 emplois à la DGFIP
(ex-impôts et ex-trésor public)

CONSEQUENCE : -64 emplois pour le Val de Marne

Depuis 2002, 12% des effectifs des impôts et du trésor ont été supprimés soit 16.000 postes.

Pour vous, usagers, cela veut dire au quotidien :
moins de service public,
moins de présence sur le territoire
plus de difficultés pour les agents à rendre un meilleur service,

Ce sont plus de 34000 emplois que vous n'occuperez pas, ni vos enfants qui pourtant sont si nombreux à s'inscrire aux concours de la Fonction Publique.

Gardez vous d'un jugement simpliste consistant à penser qu'un poste supprimé aux finances, c'est autant d'ennuis en moins. Bien au contraire, la diminution du nombre de postes c'est moins d'accueil, moins d'attention sur les dossiers, moins d'écoute des problèmes sociaux.

A l'inverse c'est plus de concentration de services, plus de contraintes sur les revenus les plus identifiables, notamment les salariés et plus de « liberté non surveillée » pour les plus fortunés

A l'heure où le chômage a atteint le triste pourcentage de 10%, le gouvernement, comme les grandes entreprises, continue de supprimer des emplois.

Quel bel avenir pour nos enfants !

Face à cette situation, les agents de la DGFIP, attachés à leur mission de service public, ne peuvent que manifester leur colère et leur ras-le-bol.

C'est pourquoi, ils seront dans l'action les 19 et 21 janvier avec l'ensemble de la Fonction Publique pour dénoncer cette politique insoutenable dont nous sommes, agents et usagers, toutes et tous :

les victimes